



## Appel de l'Assemblée Générale CGT Finances Publiques de Seine-Saint-Denis

Le syndicat CGT Finances Publiques 93 a tenu son Assemblée Générale ce jeudi 7 décembre.

Réunis ensemble pour débattre et élaborer pour les combats que nous devons mener, nous avons tenu à nous adresser à l'ensemble de nos collègues.

Alors que la Direction générale sur les ordres du gouvernement tente de liquider nos règles de gestion, nous avons pris l'initiative départementale d'organiser une pétition intersyndicale signée en masse sur tous les sites où nous avons pu tourner.

Les collègues réagissent tous instinctivement face à cette remise en cause qui vise nos droits à mutation et promotion interne : blocage de deux ans suite à mutation pour convenance personnelle, fin de l'affectation à la RAN et à la mission avec une affectation au département, mouvement local où la règle de l'ancienneté pourrait ne plus être respectée sur décision du directeur local, fin du complémentaire pour les C, délai de séjour de 3 ans suite à concours, 5 tentatives autorisées pour le passage des concours internes B et C etc..

C'est bien une offensive générale contre nos droits à mutation et promotion.

La Direction Générale, à travers cette attaque veut nous mettre sous la coupe directe des directeurs locaux qui pourront nous affecter en fonction de leurs besoins et non plus selon nos choix. En même temps, on veut limiter l'accès des agents de la DGFIP pour privilégier l'accès aux grades supérieurs pour les purs externes afin de formater les nouveaux agents selon les désirs de la DGFIP.

### **Pourquoi ?**

Cet alignement vers le bas vise :

- A faciliter les restructurations massives avec fermetures de services qui sont annoncées pour pallier les suppressions d'emplois : 1650 sur toute la France, soit l'équivalent du nombre d'agents en Seine-Saint-Denis. Pour notre département, ce sera 48 suppressions : 2 A, 27 B et 19 C

- A faciliter la remise en cause, voire l'abandon pur et simple de nos missions de service public

Nous avons pu constater un recul général du service rendu à l'utilisateur sur notre département, en lien avec les suppressions d'emploi et la dématérialisation obligatoire : limitation des encaisses (numéraires et chèques), les télédéclarations obligatoires en SIP et en SIE, Téléactes dans les SPF, mise en place du Centre de Contact point d'entrée pour les mails et le téléphone dans les SIP, accueil sur rendez-vous etc etc.

Au-delà des tensions insupportables que cela peut générer dans nos accueils face à des usagers déboussolés, on cherche à remettre en cause le service au public qui fonde le lien que nous représentons entre l'utilisateur et l'État.

Derrière les suppressions d'emplois, ce sont bien les missions rendues et donc notre existence qui est menacée.

Le gouvernement veut accélérer le démantèlement des services avec la suppression de la taxe d'habitation, la privatisation du recouvrement de l'impôt transféré aux patrons avec le prélèvement à la source ou aux notaires avec Téléactes.

Les missions des services de direction sont elles-aussi dans l'œil du cyclone avec la disparition programmée des services RH locaux pour janvier 2019 et l'éclatement du service des RNF.

Les trésoreries municipales sont elles menacées de regroupement à grande échelle dans le cadre du Grand Paris tandis que l'on a encore fermé une brigade de vérification, officialisant notre rang de paradis fiscal aux portes de la capitale pour les boîtes véreuses.

### **Et pourtant :**

Ce 10 octobre, les agents de la DGFIP étaient 33 % de grévistes dans toute la France, 24,50 % sur la Seine-Saint-Denis, des taux que nous n'avons pas atteints depuis des années.

Cela montre la volonté de combat intacte des agents. Partout les agents des trésoreries se sont exprimés au travers des pétitions et des rassemblements contre les restructurations que nous avons organisés autant que possible dans l'unité devant la Direction Départementale.

Nos statuts sont toujours vivants et nous combattons pour l'instant par les pétitions pour exprimer notre rejet des attaques contre nos droits !

## **Preuve de la fébrilité et de la peur du gouvernement, l'annonce par le Directeur Général du report de la mise en place des primes au mérite pour les géomètres en 2018 et l'ensemble des agents en 2019 !**

La CGT peut se féliciter de ne pas avoir cédé au chantage du DG qui annonçait vouloir reculer la mise en place des primes au mérite pour demander en échange que nous nous couchions devant la réforme des règles de gestion !

Dans le même mouvement, notre syndicat s'inscrit dans toutes les mobilisations interprofessionnelles pour la défense du Code du Travail parce que nous savons que c'est par l'unité et la mobilisation des salariés du public et du privé que nous pourrons mettre à bas ce gouvernement au service du CAC 40 et des banques.

Nous avons tous compris maintenant, face à ce pouvoir qui ne comprend que la force, que ce n'est pas une journée de grève qui pourra sauver notre administration et nos droits.

Cela nécessite que tous les collègues se saisissent de cet appel pour établir leurs revendications, service par service, et que nous commençons tous à débattre pour tendre vers une grève qui s'inscrive dans la durée pour bloquer ces plans.

Les routiers et les dockers ont réussi à faire reculer le gouvernement sur l'application de la réforme du Code du Travail par leur mobilisation, ils ont montré la voie pour l'ensemble des salariés de ce pays !

**L'Assemblée Générale CGT s'adresse aux autres organisations syndicales pour établir les cahiers de revendications service par service pour les porter à notre direction.**

**POUR SUIVONS ET AMPLIFIONS LA CAMPAGNE CONTRE LA CASSE DE NOS REGLES DE MUTATIONS ET DE PROMOTIONS !**

**POUR LA DEFENSE DES STATUTS, LA DEFENSE DE NOS MISSIONS, LA DEFENSE DU SERVICE PUBLIC**

**POUR L'ARRET DES SUPPRESSIONS D'EMPLOI (48 EN 2017 POUR LE 93), POUR LE COMPLEMENT DES VACANCES D'EMPLOIS SEULES GARANTIES POUR LA PRESERVATION DE NOS SERVICES ET DE NOS CONDITIONS DE TRAVAIL !**

**Rejoignez la CGT !**